



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes75@orange.fr

03 février 2021

Energie, EDF et GDF: mettre Hercule en échec!

Le 24 Novembre, les salariés d'EDF ont participé à la grève à plus de 59% dans l'hydroélectrique, de 40 à 60 % dans les centrales nucléaires et également massivement dans les centrales thermiques, contre le projet « Hercule » qui vise à démanteler et achever la privatisation de l'entreprise publique. Le 28 janvier à l'appel de la CGT des initiatives ont permis de rappeler l'opposition des salariés au projet. Le 4 février, c'est l'ensemble de la profession qui appelle à la grève.

En France depuis 1946 à la suite du vote de la loi n°46-628 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ces derniers étaient devenus des services publics assurés principalement par deux quasi-monopoles : celui de la production d'électricité et celui de la distribution aussi bien pour le gaz que pour l'électricité.

Cette situation a permis de développer une politique énergétique cohérente et des investissements conséquents dont la filière nucléaire.

Depuis les multinationales veulent mettre la main sur ce fleuron industriel en s'assurant les segments les plus profitables et en surfant sur la transition énergétique largement subventionnée par l'État.

Qui sont les responsables de cette politique de liquidation du service public de l'énergie? Depuis 2000, les attaques n'ont pas cessé pour saborder l'entreprise publique EDF-GDF. Ainsi, en 2004, sous la présidence de Chirac, la création d'une société anonyme a posé les bases de la privatisation. En 2007, c'est l'ouverture du marché concurrentiel aux particuliers avec une nouvelle méthode de construction des tarifs réglementés. Ensuite fin 2010, la loi « *NOME, Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité* » impose à EDF de vendre à prix bradé son électricité électronucléaire pour que les concurrents privés puissent s'implanter sur le marché français (sous la présidence de Sarkozy 2007-2012). Avec la mise en place d'un régulateur CRE (*commission de régulation de l'énergie*), et l'ARENH (*Accès régulé à l'électricité nucléaire historique*), le tour est joué, tous les instruments sont en place pour une mainmise du capital sur la production énergétique.

Ensuite en novembre 2014 nouvelle méthode de construction des tarifs réglementés et le 1^{er} janvier 2016 disparition des tarifs réglementés pour les clients de puissance souscrite supérieure à 36 kVA. (sous la présidence Hollande 2012-2017).

En 2018 le gouvernement Macron met en concurrence les concessions des barrages hydroélectriques dont l'essentiel appartient à EDF...

Aujourd'hui La mise en place du projet Hercule, par le gouvernement de Macron au service du MEDEF et des multinationales, avec l'aval de la Commission Européenne. Cette dernière est bien comme nous l'analysons une construction du capital au service exclusif des multinationales et ils se servent de tous les « *dogmes* » mis en place, « *concurrence libre et non faussée* » reposant « *sur le principe de subsidiarité* », principe qui dote l'Europe des pouvoirs de décisions et de souveraineté, en lieu et place de la Nation. C'est donc de conserver que France et Europe mettent en œuvre des politiques de privatisation du secteur énergétique.

Nous réaffirmons qu'EDF-GDF doit conserver le contrôle complet de la production et de la distribution, c'est ça un service public. C'est une activité de service marquée par la péréquation, l'égalité de traitement entre la nation et les citoyens.

En luttant contre le projet Hercule, les salariés du secteur défendent donc une conception positive du service public. Dans ces luttes, il faut tenir compte de l'expérience du démantèlement de grandes entreprises comme celle des PTT, elles utilisent les mêmes méthodes, séparation des entités, Poste et Télécommunications, création d'un « *régulateur* », l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes) dirigé aujourd'hui par un cadre d'Orange en phase avec la liquidation totale du service public.

Lors de la liquidation de ce fleuron du service public, la lutte des les agents a été orienté vers « *une votation citoyenne* » contre l'avis éclairé des dirigeants syndicaux en particulier CGT qui y ont vu à juste raison un détournement de leurs objectifs de maintien du service public PTT ! Les résultats de cette liquidation sont sans appel : plusieurs dizaines de milliers d'emplois supprimés, fermeture de plus de 10 000 bureaux de Poste, liquidation également de plusieurs dizaines de milliers d'emplois à France Télécom devenu Orange, liquidation des cabines téléphoniques, liquidation en cours du téléphone fixe et il se débarrasse de la fibre optique rurale, tout ça pour satisfaire les objectifs de profits, etc...

Là aussi des tarifs multipliés par 10, avec un service public anéanti et révisés constamment à la baisse... L'exemple de la liquidation du service public des transports à la SNCF, à la RATP est évidemment de même nature.

Depuis 70 ans le secteur public est l'objet d'un affrontement de classe permanent entre le capital et le travail. Les gouvernements successifs ont privatisé (*les exemples sont nombreux, la Sécurité sociale, les Hôpitaux publics, la SNCF, etc...*). Ce projet Hercule est grave, il met en cause la politique énergétique de la France, son indépendance. C'est un risque majeur pour les salariés et les consommateurs.

Les salariés d'EDF-GDF luttent pour mettre en échec les projets du gouvernement et de l'Europe.

Seule la lutte de plus en plus forte peut stopper ce néfaste projet. Les salariés d'EDF savent qu'ils devront se battre pied à pied pour conserver leurs acquis et préserver les besoins de la population. L'énergie concerne tout le monde et c'est en faisant converger de plus en plus les luttes des travailleurs, qu'on pourra faire échec à ce projet.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes soutient le combat des salariés d'EDF, il est dans les luttes partout contre le capitalisme, contre ses méfaits. Il mène la lutte politique contre le capitalisme, en permanence, il appelle à lutter pour l'abattre et changer de politique.